

**PARTIE 1      APPROUVÉ LE: 2006-03-31**

**PARTIE 2      GÉNÉRALITÉS**

**2.1            RÉFÉRENCES**

- .1      Convention entre le Maître de l'ouvrage et l'Entrepreneur.
  - .1          DOC 14-2000, Contrat de design-construction à forfait (ACC, DCC, IRAC).
  - .2          DOC 15-2000, Contrat entre design-constructeur et professionnel (ACC, DCC, IRAC).

**2.2            DEMANDES DE PAIEMENT D'ACOMPTE**

- .1      Présenter les demandes de paiement d'acompte conformément aux dispositions de la convention chaque mois, à mesure de l'avancement des travaux.
- .2      Les demandes de paiement d'acompte doivent porter la date du dernier jour de la période mensuelle de paiement convenue. Le montant demandé doit correspondre à la valeur des travaux exécutés et des produits livrés à l'emplacement des travaux à cette date, calculée au prorata du prix du contrat.
- .3      Soumettre au Représentant ministériel, au moins 14 jours avant la première demande de paiement d'acompte, un décompte des sommes dues concernant les différentes parties des travaux, et constituant le montant du prix du contrat, de façon à faciliter l'évaluation des demandes de paiement.

**2.3            DÉCOMPTÉ DES SOMMES DUES**

- .1      Joindre à chaque demande de paiement un état basé sur le décompte des sommes dues.
- .2      Les demandes relatives à des produits qui ont été livrés à l'emplacement des travaux, mais qui n'ont pas encore été incorporés aux travaux, doivent être étayées par toute preuve que le Représentant ministériel peut raisonnablement demander pour établir la valeur des produits et attester leur livraison.

**2.4            ÉTABLISSEMENT DE LA LISTE DES LOTS FIGURANT AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

- .1      Soumettre une liste séparée des lots à prix unitaires indiqués dans le bordereau de soumissions.
- .2      Établir une liste dont les numéros de lots de travaux correspondent à ceux du décompte des sommes dues, et ayant la même présentation que ce dernier. Les éléments ci-après sont compris dans les prix unitaires :
  - .1          Coût des matériaux et des matériels.

- .2 Livraison et déchargement au chantier.
  - .3 Taxes de vente.
  - .4 Installation, frais généraux et bénéfices.
- .3 S'assurer que le résultat de la multiplication des prix unitaires par les quantités est égal au coût indiqué dans le décompte des sommes dues pour le lot en question.

## **2.5 PAIEMENT D'ACOMPTE**

- .1 Au plus tard dix (10) jours après la réception d'une demande de paiement, le Représentant ministériel remettra au Maître de l'ouvrage un certificat de paiement établi au montant demandé ou à tout autre montant que le Représentant ministériel considère comme dû. Lorsque le Représentant ministériel modifie la demande, le Représentant ministériel doit notifier le Maître de l'ouvrage par écrit en précisant les motifs de la modification.

## **2.6 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX**

- .1 Lorsque les travaux sont substantiellement achevés, ou si une législation sur les privilèges qui s'applique à l'emplacement des travaux le permet, une partie des travaux que le Maître de l'ouvrage consent à accepter séparément est substantiellement achevée, préparer et soumettre au Représentant ministériel une liste complète des éléments qui doivent être achevés ou corrigés, et demander au Représentant ministériel d'effectuer une visite des travaux afin d'établir l'achèvement substantiel l'achèvement provisoire des travaux ou l'achèvement substantiel de la partie désignée des travaux. L'omission d'un article sur la liste ne modifie pas l'obligation de l'Entrepreneur d'exécuter la totalité du contrat.
- .2 Au plus tard dix (10) jours après la réception de la liste et de la demande, le Représentant ministériel fera une visite des travaux pour vérifier la justesse de la demande et, au plus tard sept (7) jours après la visite, il fera connaître à l'Entrepreneur sa décision quant à l'achèvement substantiel des travaux ou de la partie désignée des travaux.
- .3 Le Représentant ministériel émettra un certificat indiquant la date d'achèvement substantiel des travaux ou de la partie désignée des travaux.
- .4 Immédiatement après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, fixer, en consultation avec le Représentant ministériel, une date raisonnable pour l'achèvement définitif des travaux.

## **2.7 PAIEMENT DE LA RETENUE À L'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX**

- .1 Après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, procéder comme suit :
- .1 Soumettre une demande de paiement de la retenue.
  - .2 Produire une déclaration sous serment affirmant que, sauf pour ce qui est des montants dûment retenus ou des montants précis qui ont fait l'objet d'un différend, ont été complètement payés tous les comptes touchant la main-d'oeuvre, la sous-traitance, les produits, la machinerie et le matériel de construction, ainsi que toute autre dette contractée pour réaliser l'achèvement substantiel des travaux, et dont le Maître de l'ouvrage pourrait être tenu responsable.

- .2 Après réception de la demande de paiement et de la déclaration sous serment, le Représentant ministériel émettra un certificat de paiement de retenue.
- .3 Si le montant retenu n'a pas été placé dans un compte distinct pour les retenues, le Maître de l'ouvrage, dans les dix (10) jours précédant l'expiration de la période de retenue stipulée dans la législation sur les privilèges qui s'applique à l'emplacement des travaux, placera ce montant dans un compte bancaire établi conjointement à son nom et au nom de l'Entrepreneur.
- .4 Le montant indiqué sur le certificat de paiement de retenue est exigible le lendemain de la date d'expiration de la période stipulée par la législation sur les privilèges qui s'applique à l'emplacement des travaux. Si aucune loi sur les privilèges n'existe ou ne s'applique, le montant devient exigible conformément aux autres lois, aux pratiques établies dans l'industrie ou à toute autre façon de procéder dont les parties auront pu convenir. Le Maître de l'ouvrage peut retenir toute partie du montant qui est requise par la loi pour faire face à des privilèges pris contre les travaux ou, si la législation sur les privilèges qui s'applique à l'emplacement des travaux le permet, à d'autres réclamations monétaires faites par des tiers contre l'Entrepreneur et qui pourraient être exécutoires contre le Maître de l'ouvrage.

## **2.8 LIBÉRATION PROGRESSIVE DE LA RETENUE**

- .1 Là où la loi le permet, et dans les cas où le Représentant ministériel a certifié que le travail du sous-traitant ou du fournisseur a été exécuté avant l'achèvement substantiel des travaux, le Maître de l'ouvrage doit, le lendemain de la date d'expiration de la période de retenue stipulée pour ce travail dans la loi sur les privilèges en vigueur à l'emplacement des travaux, payer à l'Entrepreneur le montant de retenue relatif au travail de ce sous-traitant ou aux produits fournis par ce fournisseur.
- .2 Outre le paragraphe précédent et le libellé des certificats, l'Entrepreneur doit s'assurer que le travail du sous-traitant ou les produits sont protégés jusqu'à l'émission d'un certificat de paiement final, et il est tenu de corriger la totalité des défauts ou des cas de non-achèvement, que ceux-ci aient été visibles ou non au moment de l'émission des certificats.

## **2.9 PAIEMENT FINAL**

- .1 L'Entrepreneur doit soumettre une demande de paiement final lorsqu'il estime que les travaux sont terminés.
- .2 Au plus tard dix (10) jours après la réception d'une demande de paiement final, le Représentant ministériel effectuera une visite des travaux pour vérifier le bien-fondé de la demande. Dans les sept (7) jours suivant la visite, le Représentant ministériel informera l'Entrepreneur de l'acceptation ou du refus de sa demande et, dans ce dernier cas, lui fera connaître les motifs du refus.
- .3 Si le Représentant ministériel estime que la demande de paiement final de l'Entrepreneur est justifiée, il émettra un certificat de paiement final.

## **FIN DE LA SECTION**